



Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS..... { Nord et limitrophes..... 3 mois, 17.00 ; 6 mois, 32.00 ; 1 an, 60.00 France et Belgique..... 2 18.00 ; 2 34.00 ; 2 64.00 Union postale 2 26.00 ; 2 50.00 ; 2 92.00

REDACTION - ANNONCES
ABONNEMENTSROUBAIX..... 71, Grande-Rue. Tel. 34 et 1906. Inter. 6. Chèques postaux
TOURCOING..... 33, rue Carnot. Téléph. 37. LILLE..... 3, rue Faiderbe. Tel. 57.07.

LE SIXIÈME JOUR DE CRISE

L'attribution du portefeuille des Finances retarde la constitution du ministère Briand

SI M. POINCARÉ LE REFUSE, IL SERA OFFERT A M. DOUMER

UNE DÉCISION SERA PRISE MARDI MATIN



M. POINCARÉ ARRIVE AU QUAI D'ORSAY

M. BRIAND VA METTRE
LE PRÉSIDENT DE LA RéPUBLIQUE
. AU COURANT DE SES DÉMARCHE

M. Briand a quitté le quai d'Orsay à 18 h. 30, pour se rendre à l'Elysée.

L'entretien de M. Briand avec le président de la République, a duré environ vingt minutes.

À sa sortie, le président du Conseil a reçu qu'il venait de mettre le président de la République au courant de ses démarches.

Il a indiqué qu'il comptait, selon toute probabilité, en avoir terminé avec la formation du cabinet assez tôt dans la soirée et après avoir reçu M. Raymond Poincaré, qui doit conférer avec lui à 21 heures.

« En tous cas, a ajouté M. Briand, si les choses n'avancent pas aussi vite que je le pense, je continuera mardi matin. »

M. Briand est revenu au quai d'Orsay à 19 heures.

Vous recevrez des personnes importants? lui demanderont les journalistes.

Tous sont importants, répond M. Briand en souriant. Auquel faites-vous allusion?

A M. Caillaux, lui dit-on.

Il n'est pas question de cela. Je recevrai M. Poincaré à 21 heures. Si ce que j'envisage se réalise, le cabinet pourra être constitué vers les 2 heures du matin. Mais, comme je vous le disais tout à l'heure, nous interrompons sans doute les conversations vers les 10 heures du soir, pour terminer notre tâche, mardi matin.

LE PORTEFEUILLE DES FINANCES
SERAIT OFFERT A M. DOUMER

M. Briand, interrogé alors qu'il quittait son cabinet pour aller dîner, s'est borné à dire :

« Vous savez combien je tiens à voir M. Poincaré se charger du Ministère des Finances, mais j'ai dû constater qu'il n'est pas évident dans cette direction. J'ai insisté et j'insisterai de nouveau. Ajoutons qu'à défaut du portefeuille des finances, M. Poincaré a l'avis de collaborer pour celui de l'Instruction publique. »

En ce qui concerne les Finances, il est probable que si M. Poincaré persiste dans son refus, il sera offert, par M. Briand à M. Paul Doumer, qui a déjà été présent à ce sujet, dans le courant de l'après-midi.

— Je ne refuse rien à M. Briand. M. Briand a besoin de causer. De mon côté, je désire voir quelques amis. J'aurai une nouvelle entrevue avec M. Briand et après-midi.

DECLARATIONS DE M. BRIAND

A midi, M. Briand a fait aux représentants de la presse les déclarations suivantes :

— J'ai eu ce matin, une longue conférence d'une heure et demie avec M. Poincaré. Nous avons fait le tour de toutes les questions, dont celle d'être examinées. L'ancien président de la République est toujours dans la même intention de collaborer au Cabinet que je formerai.

Je veux faire un Cabinet de concentration républicaine, résultant des personnes susceptibles de montrer au pays que les questions politiques passent à l'arrière-plan et que l'on peut former un gouvernement avec des républicains de nuances diverses, mais qui en soi sont pas assez fermement républicaines.

Je ne pense pas qu'on puisse concevoir cette qualité à M. Poincaré. On cherchera à régler une situation difficile, si grave qu'elle soit, je persiste à ne pas la considérer comme insurmontable, à la condition qu'en ne l'emposse pas par des considérations de pure politique.

Je considère que quand il y a un petit incendie dans une maison que l'on habite en commun, tous les locataires doivent oublier leurs petites querelles de voisins pour se mettre à la pompe. Les deux fois, nous étions dans le Gât, chacun pourra reprendre sa liberté.

Dans le moment présent, je le répète, la situation financière domine tout; c'est elle qui commandera l'orientation de mon Cabinet jusqu'au bout et je ne me départirai pas de cette manière de voir.

M. POINCARÉ REVIENT AU QUAI D'ORSAY

A 15 heures, M. Poincaré était revenu au ministère des Affaires étrangères. Il a été immédiatement introduit dans le cabinet de M. Briand, où il a été aussitôt rejoint par le président du Conseil.

A son arrivée au ministère des Affaires étrangères, l'ancien président de la République s'est refusé à toute déclaration.

Peut-on annoncer votre acceptation ? demanda-t-on.

— Je ne peux encore vous dire, répondit M. Poincaré.

M. POINCARÉ NE VOUDRAIT PAS ÊTRE CHARGE DES FINANCES

La deuxième entrevue de M. Poincaré avec M. Briand ne sembla pas avoir donné encore le résultat définitif qu'on pouvait espérer. On assure que tout en acceptant d'entrer dans le cabinet, M. Poincaré préférerait, en effet, ne pas se charger du portefeuille des Finances.

Ce bruit semble devoir trouver sa confirmation dans le fait que quelques instants après le départ de M. Poincaré, M. Doumer, qui l'a plusieurs reprises le collaborateur aux Finances de M. Briand, a été mandé au quai d'Orsay.

A 17 h. 45, M. Poincaré, qui était resté avec M. Briand jusque 16 h. 30, est revenu au quai d'Orsay et a été aussitôt introduit auprès de M. Briand.

M. Poincaré a quitté le quai d'Orsay à 18 h. 5, en déclarant aux quelques jouralistes qui se trouvaient dans l'antichambre:

— Je renverrai après dîner. Je reste toujours à la disposition du président du Conseil.

(Photo H. Manœuf.)
M. ROBINET
Gouverneur de la Banque de France

BILLET PARISIEN

L'ÉLABORATION
du ministère Briand

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 21 JUIN (MINUIT).

On espère que le nouveau ministère sera constitué demain. Il l'est dès aujourd'hui mais M. Briand ne s'était pas heurté à deux ordres de difficultés, les unes se référant à la question de programme, les autres à la question de personnes.

Question de programme: M. Poincaré, à qui M. Briand désire confier le portefeuille des Finances — sans contrepartie le plus important de tous à l'heure actuelle — a exposé au chef du Gouvernement démissionnaire la politique financière qu'il attendait de lui. Des divers extraits qu'on a eus dans la journée ces deux personnalités n'en n'a transpiré et l'on en est réduit à des hypothèses quant à l'objet exact de ces conversations. Toutefois, on a de bonnes raisons de penser que les deux présidents ont envisagé, non seulement l'aspect technique du problème financier, mais encore son aspect politique.

Quelques-uns vont même jusqu'à affirmer que M. Poincaré, tout en désirant collaborer au ministère qui cherche à former M. Briand, ne tiendrait pas spécialement au portefeuille des Finances. C'est qu'en effet la question de programme se complique d'une question de personnes, que certains partis s'obstinent à poser en dépit des circonstances. La personnalité politique de M. Poincaré n'a pas l'honneur de plaire à certains hommes politiques, et c'est ainsi qu'on a entendu M. Montigny, député radical de la Sarthe et l'un des lieutenants de M. Caillaux, annoncer que ses amis et lui feront une opposition systématique à tout ministère dont ferait partie M. Poincaré.

De son côté, le groupe républicain-socialiste a prononcé l'excommunication majeure contre ceux de ses membres qui collaboreraient avec ce cabinet de concentration.

De plus, il est difficile de deviner les scrupules qui l'incitent à refuser l'offre qui lui est faite par M. Briand.

En définitive, le ministère des Finances reviendrait-il à M. Doumer qui a conféré aujourn'hui à plusieurs reprises avec M. Poincaré? Nous serons sûrs demain. Ce qui importe, en tout cas, c'est que le prochain cabinet ait un programme concret, et que ce programme, l'applique avec rigueur, sinon avec brutalité, envers et contre les compétitions politiciennes.

R...
L'EXÉCUTION DU PLAN DAWES EN 1926

L'agent général des paiements constate qu'elle a été normale

PARIS, 21 JUIN. — Aujourd'hui est divulgué le volumineux rapport intermédiaire de l'agent général des paiements de réparation. Il en ressort que l'exécution du plan s'est développée normalement pendant la seconde année d'application.

Pendant les neuf premiers mois de la seconde année d'application du plan, l'Allemagne a versé un montant total de \$21 millions 425.066 marks or au compte de la seconde annuité, conformément aux arrangements conclus avant le début de l'année. Pour sa part, la France a reçus 436.063.000 marks or, dont 51.391.000 ont servi à couvrir les frais de son armée d'occupation dans les territoires rhénans, ce qu'il ne laisse plus qu'un solde de 5.667.000 marks or pour les trois derniers mois de l'exercice en cours. Le reste a été partagé entre l'Empire britannique, l'Italie, la Belgique, l'Etat serbo-croate-slovène, les Etats-Unis d'Amérique, la Roumanie, le Japon, le Portugal, la Grèce et la Pologne, au prorata de leurs créances respectives.

M. Caillaux s'est associé en quelques mots au discours de M. Montigny et M. Broteau a ajouté que toute la députation de la Sarthe se rangerait dans l'opposition, si M. Poincaré fait partie du gouvernement.

LE DÉRAILEMENT
DU PARIS-BORDEAUX
serait dû
à la rupture d'un essieu

Paris, 21 juin. — D'après les premières constatations, l'accident de Vourey serait dû à la rupture de l'essieu avant du bogie de la locomotive, rupture consécutive à un chauffage.

LA LISTE OFFICIELLE DES VICTIMES

Paris, 21 juin. — La Compagnie d'Orléans communique la liste des morts et des blessés dans l'accident du train 11.

Voyageurs tués: M. Legrand, rue Carnot, A. Chinon; M. Stiessart, 22, rue Trévise, à Paris; M. Blandyvillain, entrepreneur à Saint-Symphorien, près Tours; M. Maurice, 53, allée des Coteaux, de Raincy, gardien de tramways. Deux dames non identifiées, l'une serait Mme Eitter, 23 ans, l'autre, lingé marquée A. D., de 39 à 40 ans.

Voyageurs blessés, hospitalisés à Saint-Gratien, à Tours: M. Mangot, à Bar-sur-Aube; M^{me} Arlette Mangot, fille, M. et M^{me} Daron, sans adresse; M. Perrout, sans adresse; M. Douillard, 62, avenue du Bois-de-Bonniac, Caluire, étant grave; M^{me} Larosa, 113, Orangis; M^{me} Audré, sans adresse; M. Galy, 84, rue Saint-Martin, à Paris.Mme Schaller, 5^{me}, rue Gros-Noyers, à Ernemont (Seine-et-Oise), étant grave; M. Lebeau ou Léon, de Boulois, à Beauvais; M. Lebeau, Raymond, son fils; M. Brunet, mécanicien, à Tours; M. Hervis, chef de train, à Paris; Fils d'hommes d'équipe, Paris-Austerlitz; M^{me} Bouquet, 22, rue de Seine, à Ivry.

La Compagnie d'Orléans nous informe que M. Requin est été indiqué par erreur comme ayant été tué dans l'accident de Vernon. M. Requin est en réalité blessé et a subi l'opération du trépan.

LES PRINCES ALLEMANDS
NE SERONT PAS EXPROPRIÉS

Berlin, 21 juin. — Voici le résultat définitif du référendum sur l'expropriation des princes, dans les 35 circonscriptions du Reich, 14.880.703 votants, soit 38 % seulement des électeurs, se sont prononcés pour l'expropriation des princes.

Le plébiscite est donc terminé.

Les partis de gauche, organisateurs, n'ayant pu obtenir en leur faveur les 50 % de la totalité des électeurs exigés par la Constitution, sortent vaincus de la bataille.

Huit tués, vingt blessés

Berlin, 21 juin. — Au cours des bazaars qui se sont produites hier, à Hallo, Almendorf et Ostendorf, à l'occasion du plébiscite, huit personnes ont été tuées et vingt blessées.

A Berlin, 200 arrestations ont été opérées.

LES CHANGES

	VENDREDI	LUNDI
LIVRE	175.45	169.40
DOLLAR	36.00	34.78
BELGIQUE ...	102.10	100.50

LA CONQUÊTE DE L'AIR

Notre hydravion géant est achevé

Salut-Nazaire, 21 juin. — On vient de terminer, aux chantiers de Penhoët, un hydravion géant, commandé il y a trois ans, par notre aéronautique navale et qui sera un des drachnauts de notre flotte aérienne. Il y a dans sa fabrication plusieurs secrets jalousement gardés. C'est eux que l'espionne Martine Moreuil avait mission de découvrir.

Or, singulière ironie, M. Briand est lui-même inscrit au groupe républicain-socialiste qui correspond au quatuor de l'agent politique de l'Etat. Ainsi, il lui paraît que le parti pourra s'orienter vers la masse inorganisée des travailleurs.

Son mot d'ordre est: « Tout le monde aux masses, sans délai ».

M. Michel Marty (Seine), passe en revue l'activité générale de la direction du parti, soulignant quelques succès, mais aussi la direction, qui se laisse entraîner vers l'opportunisme.

La séance est levée à 12 h. 10.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

La séance est reprise à 14 h. M. Moudin (Troyes), apporte quelques suggestions relatives à l'organisation et au travail réalisé sur la ligne Paris-Nancy.

MM. Barrette (Nord-Est), Pichon (Bordeaux), Nicod (Centre), exposent quelques critiques théoriques et pratiques dans l'action générale du parti.

M. André Marty, député de Seine-et-Oise et membre du Comité central, se déclare solidaire de la direction du parti, malgré quelques fautes.

M. Bourgois (Bretagne), expose un programme de travail, M. Doriot, député de la Seine, et membre du Bureau politique du parti, répond aux critiques adressées par certains délégués, et notamment à M. Renaud Jean. Il expose les tâches immédiates du parti.

Grand'Place, le secrétaire du Syndicat de Lille, M. Lecomte, harangua brièvement les grévistes du haut du perron de la grande-garde. Il remercia les employés du Mouy et affirma à nouveau que la grève ne cessera que lorsque la Compagnie aurait accepté l'ensemble des revendications.

Le onzième anniversaire
des combats d'HébuterneLe Comité du souvenir du 24^{me} avait organisé une belle cérémonie, qui a eu lieu dimanche, au cimetière parisien des 23^{me} et 32^{me}, route Mailly-Maillet, Sèvres.

Des nombreux sépultures des défunts du train en gare de Beauvois-Hébuterne, où après avoir été reçus par M. Billy, maire d'Hébuterne, ils assistèrent à une messe en plein air, célébrée par M. l'abbé Jomel, curé d'Hébuterne.